

JOHN GUNTHER DEAN

Au cœur de la Guerre froide

Le combat d'un ambassadeur américain pour la paix

FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

75 cents

April 21, 1975



AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE

Le combat d'un ambassadeur américain pour la paix

Titre original : Danger zones, a diplomat's fight for America's interests,
New academia publishing, LLC, 2009

© John Gunther Dean pour l'édition en anglais

© François-Xavier de Guibert, 2011

ISBN : 978-2-7554-0476-0

ISBN epub : 978-2-7554-0304-6

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

preuve de pragmatisme et de réalisme, affirmant une liberté de jugement indispensable pour dénoncer les préjugés et les erreurs que les hiérarchies politiques et administratives commettent à la mesure de leurs puissances. Dean a, parfois, payé le prix de sa franchise mais il a su garder, dans l'épreuve, la fidélité aux principes qui ont conduit sa vie, depuis l'époque lointaine où je l'ai connu à Saïgon, à l'orée de sa carrière et dans les péripéties mouvantes et violentes que connut le Sud-Est asiatique.

Cette opération diplomatique, dont à son niveau, Dean a esquissé le modèle à maintes reprises entre la France et les États-Unis, apparaît plus que jamais nécessaire dans un monde où l'équilibre des forces est sans cesse remis en cause, où les instabilités régionales peuvent provoquer des conflits majeurs, comme au Proche-Orient et en Asie Centrale. L'Occident démocratique a besoin de lucidité, de cohérence, pour faire face aux défis de toutes sortes qui l'assaillent et jouer le rôle majeur qui doit être le sien au sein de la communauté internationale. Nul doute, que le témoignage d'hommes d'expériences et de bonne volonté, comme John Gunther Dean, ne contribue à la vision de l'avenir qu'il incombe à chacun de porter comme citoyen du monde.

Pierre Hunt
Ambassadeur de France

INTRODUCTION

« John, tous tes rendez-vous avec nos principaux dirigeants ont été annulés. Pourquoi ne viendrais-tu pas dîner à la maison ? »

Après un long vol depuis New Delhi, je venais d'arriver à l'aéroport Dulles de Washington. J'étais fatigué, et très préoccupé par ce voyage. Ma femme m'avait demandé d'y renoncer – la première fois au cours de ma longue carrière de diplomate qu'elle me déconseillait de tenter quelque chose de risqué. « Tu leur as déjà fait part de tes inquiétudes. Rien de bon ne peut sortir d'un voyage à Washington. »

Mais j'estimais de mon devoir d'y aller. C'était mon travail d'ambassadeur de dire à mes supérieurs à Washington la vérité, toute la vérité, ou en tout cas la perception que j'en avais. Pour prendre les meilleures décisions concernant les points chauds du globe, il fallait au Président et à ses principaux conseillers des comptes rendus honnêtes et sans détour des événements sur le terrain.

Le trajet de New Delhi à Washington avait été bizarre. Un membre de la CIA m'escortait. Et mes billets, au lieu d'avoir été établis à mon nom comme d'habitude, portaient juste mes deux prénoms, John Gunther. Le gars de la CIA semblait sur les nerfs, comme s'il ne devait surtout pas me perdre de vue.

Je me rendais à Washington en ma qualité d'ambassadeur des États-Unis en Inde, un pays dans un état permanent de tension avec son voisin pakistanais. Moins d'un mois plus tôt, le 17 août 1988, le président du Pakistan, le général Mohammad Zia ul-Haq, avait été tué lors de l'explosion de son avion. Tout

dans ce crash paraissait suspect. Zia avait accompagné à contrecœur un groupe de généraux pakistanais et notre ambassadeur au Pakistan à une démonstration de char de combat. Il ne souhaitait pas acquérir ce char, de fabrication américaine, mais des membres de l'armée pakistanaise et plusieurs groupes d'intérêts avaient insisté pour qu'il vienne voir les prouesses de l'engin – démonstration qui s'était d'ailleurs révélée peu probante. Après la démonstration, Zia avait repris son avion pour le voyage de retour et, en un éclair, il était mort.

La disparition de Zia était inquiétante. Pas seulement parce qu'un dirigeant d'une région instable du monde avait été éliminé, ni même parce qu'un haut représentant des États-Unis avait été tué avec lui. Elle était aussi inquiétante car elle affectait toute une chaîne d'intérêts dans la région. Qu'advierait-il du Pakistan ? Quelle serait l'attitude des nouveaux dirigeants pakistanais sur la question la plus sensible du moment, les efforts du Pakistan pour se doter de la bombe atomique ? Quelles répercussions ces efforts auraient-ils sur l'Inde, qui était déjà une puissance nucléaire ? L'Inde allait-elle passer en état d'alerte nucléaire ?

Et quelles conséquences sur l'Afghanistan voisin ? Après neuf ans de combats acharnés entre la résistance islamiste et l'Union soviétique, des négociations étaient en cours pour former un gouvernement de coalition. Le président Mikhaïl Gorbatchev s'était engagé à retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan, dans un délai accepté par toutes les parties. Mais quel genre de gouvernement afghan prendrait ensuite la place de celui qu'avaient imposé les Soviétiques ? La lutte pour le contrôle de l'Afghanistan opposait l'Inde et l'Union soviétique au Pakistan et aux États-Unis. Quel genre de coalition chacun de ces États soutiendrait-il ? Qui dirigerait cette coalition ?

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

traité signé à Versailles après la Première Guerre mondiale. Durant la république de Weimar, l'Allemagne avait connu une inflation et un chômage dramatiques. Hitler promettait de dénoncer le traité, et de rétablir la puissance industrielle et militaire de la nation.

Dans *Mein Kampf*, Hitler avait exprimé son abominable haine des juifs. Mais lorsqu'il arriva au pouvoir, la bourgeoisie ne tint pas compte de ce manifeste politique. Nonobstant quantité d'excellents côtés, la République Démocratique de Weimar avait été incapable de faire face aux problèmes de l'Allemagne d'après-guerre. Fascistes à droite et communistes à gauche se disputaient les faveurs des Allemands.

À mesure que Hitler renforçait ses pouvoirs de chancelier, il devint de plus en plus clair qu'il allait cibler économiquement et socialement les juifs. Certains juifs étaient forcés de vendre leurs entreprises pour échapper temporairement à des arrestations. En échange de leurs usines ou de leurs entrepôts, on les autorisait à quitter le pays avec leurs biens personnels. Ce fut le cas de mon oncle Petersdorf, qui dut vendre son grand magasin élégant, encore visible aujourd'hui. Les juifs n'avaient pas le droit d'emporter de grosses quantités de marks hors d'Allemagne. En outre, Hitler avait sorti la monnaie allemande du système monétaire international. Certaines personnes avaient réussi à se constituer des réserves d'argent dans des banques étrangères, en Suisse ou ailleurs. Ma mère pressait mon père d'en faire autant, mais il refusait. « Comment pourrais-je ne plus rapporter mon argent à la maison ? » répondait-il. Je suis juriste et notaire, nommé par le gouvernement. Comment pourrais-je me dispenser de respecter la loi ? » C'était un nationaliste allemand, un patriote jusqu'à la moelle.

Il persistait à croire qu'il pouvait et devait rester en Allemagne, que les pires craintes des juifs ne se réaliseraient

pas. Certains de ses associés soutenaient Hitler, convaincus qu'ils pourraient contrôler son fanatisme et que l'Allemagne ne disposait d'aucune alternative acceptable. Papa avait coutume de dire que les problèmes auxquels étaient confrontés les juifs d'Allemagne « se tasseraient ». Cela devenait toutefois de plus en plus difficile à croire, et ma mère commença à plaider pour partir. Ses proches parents s'étant installés à New York au début des années trente, elle leur rendit visite en mars 1938.

Or, durant cette visite, elle apprit la mort de mon frère, des suites d'une infection. C'était avant la découverte des antibiotiques, et le cœur de Wolfgang avait lâché. Il n'avait que seize ans. Le désespoir de ma mère fut tel qu'elle se mit à parler de déménager aussi à New York. Sur place, elle eut la présence d'esprit de faire rédiger par sa famille là-bas une déclaration sous serment comme quoi ils s'occuperaient de moi, ce qui me permettrait d'obtenir les papiers pour aller aux États-Unis. Puis, de retour à Breslau, elle commanda des meubles moins encombrants en prévision d'une émigration en Amérique : le mobilier de style Bauhaus réalisé pour nous était conçu pour passer dans l'étroit escalier d'un immeuble new-yorkais. Je possède toujours le bureau Bauhaus que nous emportâmes à New York en fuyant l'Allemagne.

En novembre 1938, la police vint chercher mon père. Le concierge de l'immeuble grimpa l'escalier quatre à quatre pour nous prévenir que la Gestapo venait l'arrêter. « *Herr Doktor, Herr Doktor ! Sie kommen ! Schnell !* » Mon père fila par l'escalier de service. Il se rendit à Berlin, où un avocat américain nommé Jazelli obtint du consulat des États-Unis qu'il ajoute le nom de mes parents sur l'attestation que ma mère s'était procurée pour moi à New York. Deux semaines plus tard, nous étions en route pour l'Amérique.

Nous avons pris des meubles, des vêtements et quelques

œuvres d'art que les nazis n'avaient pas réquisitionnées. Comme mon nationaliste de père refusait de mettre son argent dans des banques étrangères, nous n'avions guère de liquide à emporter. Nous allâmes d'abord en Hollande, où nous hébergea une relation d'affaires de mon père qui avait travaillé avec lui sur une compagnie minière en Grèce. Puis nous passâmes en Angleterre et, de là, nous embarquâmes finalement pour New York, à bord du *Queen Mary*.

Je suis tout de suite tombé amoureux de l'Amérique. La première fois que j'ai mis les pieds hors de notre appartement de Kew Gardens dans le Queens, j'ai vu des garçons jouer dehors et j'ai couru les rejoindre. J'ai appris à lancer une balle de baseball, à manier une batte. Les gens étaient gentils, je m'intégrais bien : je me suis senti chez moi. Même si je n'ai été naturalisé qu'en 1944, au moment où je suis entré dans l'armée, je suis devenu un Américain de cœur et dans ma tête dès cet après-midi-là.

Comme bien d'autres immigrants, ma famille adopta à son arrivée dans notre nouveau pays un nom plus court, américanisé. Au lieu de Dienstfertig, nous nous appelâmes désormais Dean. Nous fîmes approuver ce changement par un tribunal new-yorkais. J'ai modifié mon propre prénom après une conversation avec le directeur de mon école : « Hé, gamin, on ne peut pas t'appeler Gunther ! Il te faut un prénom américain. Quel prénom veux-tu ? » J'ai dit que Tom me plaisait bien. « Non, ça ne colle pas. Pourquoi ne t'appellerais-tu pas John ? » J'ai acquiescé. Il a suggéré John Gunther, d'après le nom du journaliste qui écrirait plus tard le best-seller *Death Be Not Proud*. Mes parents ne tardèrent pas à m'autoriser à changer mon nom en John Gunther Dean.

Je ne demandais qu'à m'intégrer. Je voulais être avec les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

du campus avaient quasiment disparu. En football américain, la rivalité traditionnelle entre Harvard et Yale fut provisoirement suspendue afin de réduire les frais de déplacement. À la place, Harvard joua contre l'université de Boston. Plus que jamais, les programmes universitaires insistaient sur les sciences et les techniques, et aussi sur un entraînement intensif dans toutes les langues étrangères pouvant présenter une utilité dans le cadre de l'effort de guerre.

Au bout de deux ans, j'ai quitté l'université pour m'engager dans l'armée. J'ai dû me porter volontaire, car j'étais toujours un citoyen allemand, un « ressortissant d'un pays ennemi ». Je ne pouvais donc pas être appelé sous les drapeaux.

Aussitôt après cet enrôlement, je me fis naturaliser. Depuis longtemps, il était clair pour moi qu'un jour, je deviendrais un citoyen américain. De la base de Fort Belvoir, proche de notre capitale nationale, où l'on m'avait envoyé faire ma préparation militaire, je suis allé pour la cérémonie de naturalisation devant un tribunal fédéral de Washington avec une vingtaine d'autres militaires désireux de devenir américains. L'un d'eux fut d'ailleurs refusé, pour avoir appartenu au douteux *German American Bund* de Fritz Kuhn. Sur la photo de mon certificat de naturalisation, je suis en uniforme et j'ai l'air d'un gamin. Ce fut un grand jour pour moi. Enfin j'allais faire intégralement partie des États-Unis ! La cérémonie fut brève et sans histoires, contrairement à certaines cérémonies alambiquées qu'organisent aujourd'hui les services de l'immigration dans des endroits comme Faneuil Hall ou Ellis Island. Nous avons prêté serment, déjeuné ensemble et regagné la base.

Pendant mon entraînement militaire à Fort Belvoir, la vie de simple soldat m'a beaucoup appris sur la façon de travailler avec des individus d'origines très diverses. J'ai rencontré là-bas nombre de jeunes qui venaient des montagnes Appalaches et ne

savaient ni lire ni écrire. C'étaient de très braves gars, mais nous n'avions pas grand-chose en commun. Je me souviens d'un accord que j'avais passé avec le soldat Corvin, un garçon illettré des Appalaches. À dix-huit ans, il était déjà marié. Je lui lisais et lui écrivais ses lettres, en échange de quoi il nettoyait mon fusil. Nous devînmes amis, mais reçûmes en quittant Fort Belvoir des affectations différentes. Il fut tué pendant la bataille des Ardennes, fin 1944.

Au terme de quatre mois d'entraînement, à la cérémonie de « remise de diplôme du génie » sur le champ de manœuvres, le commandant appela chaque recrue une par une, lui demandant de s'avancer pour recevoir son affectation à l'étranger. Mon nom fut le seul à ne pas être prononcé. En raison de mes compétences linguistiques, on m'envoya non loin de Washington, dans un service de renseignements ultrasecret nommé *Post Office Box 1142*, boîte postale 1142. Ce fut mon premier contact avec l'importance cruciale des services du renseignement. Je n'étais qu'un petit rouage de l'opération, mais nous avons tous le sentiment d'apporter notre contribution à l'effort de guerre. Un de mes camarades à P.O. Box 1142 était Alexander Dallin, qui devint plus tard professeur à Columbia et à Stanford, où il écrivit deux livres avec une prometteuse étudiante en relations internationales : Condoleezza Rice.

Une de mes dernières missions fut de travailler avec Heinz Schlicke, un savant allemand. Schlicke avait été capturé quand son sous-marin, qui faisait route vers Tokyo avec une cargaison de métaux rares, s'était livré aux Alliés en mai 1945, au large de la côte de l'Uruguay, alors que la guerre avec le Japon n'était pas encore terminée. Il y avait aussi à bord deux officiers japonais qui se firent hara-kiri quand le sous-marin se rendit.

Schlicke avait travaillé sur la technologie infrarouge à Peenemünde, où Werner von Braun avait mis au point les fusées

allemandes V1 et V2 qui furent employées contre l'Angleterre. Les rayons infrarouges permettaient aux avions allemands de voir à travers des obstacles tels que nuages ou forêts et dans l'obscurité, en utilisant la chaleur dégagée par les corps humains pour localiser les troupes ennemies. Au moment de la capture de Schlicke, le sous-marin s'en allait livrer aux Japonais les secrets de la technologie infrarouge, que les forces alliées ne possédaient pas encore. Des responsables militaires ayant une formation scientifique persuadèrent Schlicke de travailler avec des savants américains afin que les États-Unis puissent se familiariser avec cette technologie infrarouge.

J'étais chargé de tenir compagnie à Schlicke et de devenir son ami. Je me promenais avec lui, prenais mes repas avec lui, pratiquais des activités sportives avec lui. Quand il se décida à partager son savoir-faire avec nous, il nous demanda d'aider sa femme et ses enfants à sortir de la zone d'occupation russe en Allemagne. La guerre était finie en Europe. Toutes les nations alliées tâchaient d'en apprendre le plus possible sur la science et la technologie allemandes. On m'envoya en Allemagne pour faire passer la femme de Schlicke et ses deux enfants dans la zone d'occupation américaine, mission dont je me suis acquitté.

Plus tard, j'ai passé beaucoup de temps dans des ambassades à organiser de bonnes sections scientifiques et techniques. Parfois, il s'agissait de partager des connaissances avec des nations amies. D'autres fois, il fallait découvrir où en étaient certains pays étrangers dans le développement de nouvelles technologies. En effet, la plupart des inventions techniques et scientifiques se prêtent à un double usage. Par exemple, les radiations atomiques peuvent détruire certaines tumeurs malignes, mais ces mêmes radiations peuvent également servir à tuer des soldats ennemis. De même, certaines substances chimiques soignent des maladies spécifiques mais, à des doses

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Mon père me convainquit de choisir Paris : « John, en tant qu'être humain, tu as besoin d'approbation et de reconnaissance. Quand on travaille pour la CIA, on ne peut pas en avoir. Si quelque chose marche, jamais ils ne l'admettront. Et si ça rate, tout risque de te retomber dessus. »

C'était un sage conseil. Au fil des ans, j'ai travaillé avec des centaines d'agents de renseignements. Ils ne peuvent parler de leurs activités à personne, pas même leurs proches. Ils n'ont aucun moyen d'évacuer leurs frustrations quotidiennes. Dans le monde de l'espionnage, rien n'est jamais conforme aux apparences. Quand on n'a pas la mentalité requise pour vivre dans la clandestinité, il y a souvent de quoi étouffer ou se sentir affreusement invisible.

L'équipe que Harriman constitua à Paris comportait quelques-unes des principales figures universitaires et politiques de la génération montante. Thomas Schelling – un expert en sciences politiques dont le travail sur la théorie des jeux aurait une influence décisive sur les théorisations en politique étrangère – en faisait partie. En 2005, il fut l'un des deux lauréats du prix Nobel d'économie. L'équipe comprenait aussi Henry Tasca, futur ambassadeur des États-Unis en Grèce ; Arthur Hartman, qui serait secrétaire d'État adjoint aux Affaires européennes, puis ambassadeur en France et en Union soviétique ; et Lincoln Gordon, qui quitta Harvard pour prendre part au plan Marshall et fut plus tard secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine.

Le plan Marshall avait pris forme pendant une phase instable et polarisée de la Guerre froide. À l'origine, les États-Unis avaient offert leur aide à l'Union soviétique, au même titre qu'aux autres nations européennes dévastées par la guerre. Mais les Soviétiques avaient d'emblée refusé, rejetant les prémisses mêmes du plan, ce qui était parfaitement compréhensible de leur

part. George Marshall disait toujours très volontiers que ce plan visait à relancer les économies de marché de la région. Or l'Union soviétique était en plein dans sa période la plus collectiviste du développement d'une industrie lourde et d'une agriculture de masse.

Le spectre du communisme soviétique planait partout, y compris en France, en Grèce, en Italie et en Belgique. Accablés par la perspective de devoir reconstruire leurs économies à partir de zéro, nombre d'Européens trouvaient intéressante la mobilisation centralisée du modèle soviétique. Certains croyaient également à la rhétorique soviétique sur la révolution prolétarienne. Les syndicats étaient puissants en Europe : le discours communiste sur la solidarité de classe séduisait aussi bien les ouvriers des usines de Manchester que les dockers de Marseille ou les paysans des montagnes de Grèce. Les coalitions de nombreux gouvernements européens comportaient des membres de partis communistes. Pour l'équipe du plan Marshall, le défi était d'arriver à fournir un type d'assistance capable de relancer les économies dans le cadre d'un système de marché.

Au siège parisien du plan Marshall pour l'Europe, j'ai travaillé en liaison étroite avec des responsables grecs et turcs. Leurs deux pays étaient très emblématiques des problèmes de l'Europe d'après-guerre. Notre aide au développement là-bas faisait ressortir le lien entre sécurité militaire et sécurité économique. La Grèce se trouvait plongée dans une guerre civile, et la Turquie n'avait pas été totalement hostile aux nazis pendant le conflit mondial. Rétrospectivement, beaucoup de gens ont l'impression que la Turquie et la Grèce furent très marginales dans le plan Marshall. En réalité, elles furent parmi les premières nations à obtenir notre aide et, à bien des égards, les plus stratégiques. Toutes deux étaient alors politiquement et

économiquement chancelantes. Notre assistance fut cruciale pour contribuer à les maintenir dans le camp occidental.

La Turquie n'avait pas subi de gros dégâts matériels durant la guerre, mais son économie était gravement déstabilisée par l'ampleur de son budget militaire. Le pays entretenait une énorme armée permanente, d'abord pour se protéger des agressions étrangères puis, après la guerre, contre les Soviétiques. Près de la moitié du budget de la nation était consacré à l'armée. Le nombre d'hommes sous les drapeaux avait avoisiné le million pendant la guerre, pour rester à 600 mille ensuite. En offrant une aide économique à la Turquie, le plan Marshall cherchait à développer l'ensemble de l'économie du pays pour lui donner les moyens de financer son armée et un équipement militaire moderne. Une bonne part de l'aide était destinée à l'agriculture, mais des fonds allèrent également aux routes et à d'autres infrastructures, ainsi qu'à la modernisation de l'industrie lourde. J'ai travaillé sur l'aciérie de Zonguldak, un port houiller sur la mer Noire. Je me suis concentré sur la modernisation des installations de chargement et de mise à quai, ce qui a accru de manière spectaculaire la capacité de production des mines voisines.

L'ECA avait aussi une très grosse mission en Grèce, au double titre d'une aide économique et d'une assistance militaire pour aider le gouvernement à mettre fin à l'insurrection communiste. De Paris, je suis allé deux fois en Grèce rencontrer Georges Papandréou et Sophocle Venizélos, les vétérans des hommes d'État de ce pays. Tous deux étaient sur la scène politique depuis les années vingt et trente. Ni l'un ni l'autre ne parlaient anglais, mais ils s'exprimaient couramment en français et en allemand, reflet des influences alors dominantes dans cette partie du monde. Plus d'un demi-siècle après, la majorité des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

tenaient encore les rênes.

Pour les deux postes en Afrique qu'on me demandait d'ouvrir, les conditions à remplir étaient de parler et écrire le français couramment, et d'être assez polyvalent pour se débrouiller dans un pays où nul Américain ne serait présent pour prodiguer conseils ou avis sur la façon de procéder. De fait, les seuls Américains vivant au Togo étaient quelques missionnaires chrétiens dans le nord du pays. Il n'y avait ni banques américaines, ni hommes d'affaires américains, ni prospecteurs pétroliers ou miniers américains, ni enseignants américains, et pas non plus de représentants américains d'ONG comme CARE ou World Vision. Pour la plupart d'entre nous, qui étions assez jeunes dans la diplomatie, ouvrir des postes sur le continent africain constituait une expérience exaltante. Nous avions hâte de tout apprendre sur l'Afrique, sur sa culture, sur ses diverses ethnies et traditions et, par-dessus tout, sur ses besoins. Nous avions aussi conscience d'être les précurseurs d'une nouvelle génération de diplomates américains appelés à travailler avec un continent qui restait à l'écart des affaires étrangères proprement dites depuis deux siècles.

Le partage colonial de l'Afrique en zones d'influence distinctes avait d'abord résulté de la conférence de Berlin de 1884-1885, qui avait réuni quatorze pays européens à l'invitation du chancelier allemand Otto von Bismarck. À l'époque, le contrôle européen sur l'Afrique se limitait essentiellement aux zones côtières. Quand la conférence s'ouvrit, en novembre 1884, quatre-vingts pour cent du continent africain restait encore sous l'autorité de peuples indigènes. Plus de mille tribus le gouvernaient suivant les traditions et les systèmes autochtones. Tantôt guerroyant, tantôt faisant la paix, ces tribus, qui n'étaient certes pas prospères d'après nos critères occidentaux, n'en nourrissaient pas moins

leurs populations, tout en maintenant une certaine stabilité économique et sociale.

Or, à l'aube de la Première Guerre mondiale, suite à la conférence de Berlin et après deux décennies de négociations supplémentaires entre les participants à cette conférence, l'Afrique se retrouvait découpée en une cinquantaine de colonies, territoires ou nations. L'Angleterre et la France dominaient le continent. La Grande-Bretagne contrôlait la bande de terre qui s'étendait de l'Égypte, au nord-est, jusqu'à l'Afrique du Sud. La France possédait l'Afrique de l'Ouest. La Belgique avait pris le Congo, au centre du continent. Le Portugal détenait le Mozambique à l'est et l'Angola à l'ouest. L'Italie avait la Somalie, et prit plus tard l'Éthiopie. Les problèmes n'en restaient pas moins nombreux. À commencer par l'absence de coïncidence entre les nouveaux États et les frontières traditionnelles ou les réalités tribales. Ainsi, les tribus étaient fréquemment scindées entre plusieurs pays, et des tribus incompatibles entre elles se retrouvaient sous l'autorité d'une même nation. Trop souvent, les puissances coloniales se bornèrent à exploiter les ressources matérielles des territoires, négligeant l'éducation de populations à qui elles ne permettaient pas de prendre une part réelle à leur propre gouvernement.

L'héritage colonial en Afrique était très divers. Les Français avaient bâti des universités et formé des officiers. Les Britanniques se distinguèrent par la création d'une fonction publique et d'un système judiciaire. Les Belges ne firent rien, se concentrant exclusivement sur l'exploitation d'un territoire immense riche en ressources naturelles. Les Portugais s'étaient mariés avec des indigènes, d'où entre autres une absence assez générale de préjugés raciaux. Certaines puissances coloniales avaient construit des infrastructures : routes, équipements médicaux, écoles, etc.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale cependant, de puissants mouvements indépendantistes s'étaient entre-temps implantés sur le continent africain. En 1958, par référendum, le général de Gaulle fit une proposition aux colonies françaises : choisissez l'indépendance sans la moindre assistance, ou devenez membres de la Communauté française et bénéficiez d'une aide économique et militaire. Seule la Guinée opta pour l'indépendance. Les Français en partirent aussitôt, emportant tous les avoirs qu'ils purent et laissant la jeune nation se débrouiller sans eux.

Les mouvements d'indépendance en Afrique eurent leur part de préjugés et de désillusions, mais la majorité des gens de là-bas souhaitaient juste exercer un pouvoir sur leurs propres gouvernements ainsi que sur leurs écoles, leurs entreprises, leurs religions et leur vie culturelle. Quitte à vivre moins bien sur le plan matériel, les Africains voulaient devenir maîtres de leur destin. « Nous préférons la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage », avait dit Sékou Touré à de Gaulle. Quant à la crainte de l'empire soviétique, après des décennies de domination par des puissances occidentales, elle laissait nombre d'Africains perplexes. « Pourquoi devrais-je avoir peur de ce que vous nommez l'impérialisme russe ? s'enquit un dirigeant guinéen. En Afrique, nous avons fait l'expérience du colonialisme français, du colonialisme britannique, du colonialisme belge ou encore portugais, mais jamais nous n'avons connu de colonialisme russe ni vu la moindre preuve d'un impérialisme russe. Il sera toujours temps de nous inquiéter de la Russie plus tard. »

La Guinée se tourna vers l'Union soviétique pour obtenir de l'aide, et en tant que modèle de développement. L'expérience guinéenne introduisit la Guerre froide en Afrique. Au lieu de se focaliser sur les moyens de procurer aux nations émergentes les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

En conclusion, je dirai qu'une présence américaine énergique et enthousiaste au moment opportun évita que le Mali ne devienne communiste comme l'avait fait la Guinée. Le Mali est resté dans la zone franc, solidaire de l'Afrique de l'Ouest, et a conservé des liens étroits avec l'Occident. Dans ce pays, les États-Unis ont fait de leur mieux au bon moment. Du coup, les pays communistes ne purent ni le séduire, ni le détourner de la voie démocratique. Aujourd'hui, la société malienne reste une des plus ouvertes et des plus tolérantes d'Afrique.

Quand je suis rentré à Washington pour passer quelques années au département d'État, j'avais reçu une bonne formation sur les nouvelles réalités concrètes de la politique internationale. De Sylvanus Olympio et Modibo Keita en Afrique à Tito et à André Malraux en Europe, sans oublier plusieurs figures majeures de la politique étrangère américaine, j'avais croisé quelques-unes des personnalités les plus captivantes du monde qui était en train d'émerger. J'avais vu l'espoir des nations ayant accédé depuis peu à l'indépendance, et le nouveau réalisme des vieilles puissances. J'entrevois une possibilité de paix et de coexistence dans des endroits comme le Cambodge et le Laos. Cependant, j'avais aussi noté la préférence de certains, en Amérique, pour une politique de partage du monde entre « amis » et « ennemis » opposant ceux qui étaient « pour nous » à ceux qui étaient « contre nous ». Pourquoi, me disais-je, ne pas mettre davantage l'accent sur une nouvelle approche moins rigide, susceptible d'éviter guerres et destructions ?

IV

BOURBIER

Début 1967, avec l'intensification des bombardements américains sur le Nord-Viêtnam, l'opposition à la guerre grandissait aux États-Unis. Néanmoins, la majorité de la population persistait à soutenir l'effort de guerre du président Lyndon B. Johnson. Peu de gens mettaient en doute la théorie des dominos, qui voulait que tout passage d'une nation au communisme se solde par une vague de passages analogues en Asie, en Afrique, en Amérique latine et même en Europe. Mais malgré ce consensus sur les thèmes généraux de la Guerre froide, les Américains commençaient à s'inquiéter de l'ampleur de leurs pertes en Asie du Sud-Est.

Or 1968 était une année d'élection présidentielle. Dans le camp démocrate, un des principaux candidats en lice était Robert F. Kennedy. Alors sénateur de New York, Bob Kennedy avait opéré un revirement radical par rapport à l'époque où, dans l'administration de son frère, il se rangeait parmi les « faucons ». Depuis l'assassinat de John F. Kennedy en 1963, Bob Kennedy en était encore à se chercher un véritable projet politique. Il éprouvait à l'égard du président Johnson – qu'il considérait un peu comme un usurpateur – une méfiance viscérale, que Johnson lui rendait bien. Surtout, il trouvait que la politique américaine avait pris, ces dernières années, un tour dangereux. L'assassinat de son frère n'en était qu'un symptôme,

comme l'étaient les émeutes dans les grandes villes, le meurtre de Malcom X et, plus tard, celui de Martin Luther King Jr., les tensions raciales croissantes qui, depuis le Sud ségrégationniste, gagnaient les cités et banlieues du Nord, ou encore la situation tragique des travailleurs migrants dans les champs de Californie, ainsi que le fléau de la drogue sur les campus et dans les rues.

La guerre au Viêtnam paraissait impossible à gagner. L'année précédente, le sénateur Kennedy avait prévu une tournée dans les principales capitales européennes pour mieux cerner les problèmes internationaux auxquels l'Amérique devait faire face. Une de ses étapes était Paris, où j'allais jouer un rôle.

Travailler avec Bob Kennedy fut très formateur pour moi. Il était habile, vif, créatif. Dans sa vie privée, il avait tendance à jouer les séducteurs, mais c'était son affaire. L'essentiel pour son travail d'homme politique était qu'il avait une vision vraiment globale du monde. Même lors d'une visite de quelques jours dans un endroit, il arrivait à capter tout ce qui se passait alentour.

Quand il se rendit à Paris fin janvier 1967, la France était en deuil d'un de ses grands chefs militaires de la Deuxième Guerre mondiale, le maréchal Alphonse Juin. Kennedy ne savait pas grand-chose sur Juin mais décida sur-le-champ de faire une apparition publique aux Invalides, où la dépouille de Juin était exposée non loin du tombeau de Napoléon. Il commanda une énorme couronne funéraire avec l'inscription « De la part des Kennedy ». Je l'ai accompagné aux Invalides, avec les fleurs. Quand nous sommes arrivés devant le cercueil recouvert du drapeau français, je lui ai remis la couronne et il s'est agenouillé pour prier, les yeux mouillés de larmes. C'était un acte à la fois politique, théâtral et émouvant. Les caméras de télévision ont saisi l'instant où il déposait la couronne. Non seulement ce

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

les politiques appliquées, mais que j'y fus loyal. J'ai eu l'occasion de rencontrer là-bas d'innombrables visiteurs venus des États-Unis qui tâchaient de comprendre le rôle des Américains dans cette guerre. Le sénateur Frank Church et le député Pete McCloskey firent le voyage en 1972. Ils me demandèrent mon avis sur le programme Phoenix, une opération de la CIA lancée en 1967 qui donnait aux États-Unis les moyens de kidnapper, interroger, voire peut-être assassiner des Viêt-cong. J'ai clairement dit à Church et McCloskey tout le mal que j'en pensais, en veillant néanmoins à ne pas calomnier nos militaires et agents de renseignements, qui se trouvaient aux prises avec un travail redoutablement difficile. J'ai dit à ces parlementaires que ce programme violait les règles du droit international et ternirait la réputation de l'Amérique. Je désapprouvais les procédures juridiques forgées de toutes pièces. Tenter de débusquer des Viêt-cong potentiels ne me posait aucun problème, mais cela m'en posait un gros d'employer des procédés juridiques bidons pour se débarrasser d'eux. Cela n'avait rien d'une opération militaire. Toute la question est de savoir comment l'on veut faire la guerre. N'y a-t-il pas un minimum de règles à respecter ? Le simple fait d'avoir des ennemis donne-t-il carte blanche pour les éliminer à son gré ? Ce n'est pas mon avis. Or le problème n'est pas près de disparaître. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme d'après le 11 septembre 2001, l'armée américaine a aménagé à Cuba, dans la baie de Guantanamo, des prisons pour y « traiter » des détenus à sa convenance. Pourtant, si les États-Unis veulent promouvoir les valeurs que sont la liberté et le droit, la moindre des choses serait qu'ils commencent par respecter la loi. S'en dispenser donne une image détestable de notre pays dans son ensemble.

La plupart des gens que j'ai connus au Viêt-nam n'étaient pas

des hypocrites. Simplement, ils avaient parfois des points de vue divergents sur ce qui se passait. Pour certains, nous étions en train d'atteindre nos objectifs, tandis que d'autres estimaient que cette guerre n'allait nulle part. Bien sûr, un petit nombre faisait passer leur avancement hiérarchique avant la sincérité, mais la plupart désiraient vraiment comprendre la vérité et l'exprimer, dans la limite des contraintes inhérentes à nos activités. Il était toutefois difficile de cerner l'ensemble de la situation. Or beaucoup hésitaient à généraliser leurs propres observations quand des rapports en sens inverse affluaient d'autres parties du pays.

Une des pires horreurs de la guerre réside dans l'extrême inégalité de la répartition du fardeau de morts et de souffrances. Un petit groupe au pouvoir prend les décisions, après quoi l'immense majorité de la population doit en supporter les conséquences.

Tous les matins à 7 heures, j'assistais à une réunion entre généraux au QG de l'armée américaine à Da Nang. Le commandant en chef nous interrogeait sur ce qui se passait dans la région, et sur ce que nous envisagions pour améliorer la situation. Pour survivre, et pour être utile, il faut en savoir davantage que ses supérieurs. Je faisais donc venir mon adjoint, à ma résidence à 6 heures du matin pour qu'il me fasse le point sur les événements des vingt-quatre heures écoulées. Il me racontait en détail ce que nous avions appris, précisant jusqu'au nom des soldats concernés : l'ennemi a occupé tel secteur, nous avons perdu tel ou tel gars, tel autre a été blessé. Et à 6 h 30, je grimpais dans une voiture pour aller dans notre quartier général sécurisé.

Une partie de mon travail consistait à analyser chaque mouvement de troupes et à enregistrer toutes les victimes de

guerre dans la région. J'ai toujours été impressionné et touché par la sollicitude de l'armée américaine envers ses soldats. Si un gamin de l'Arkansas avait eu les jambes arrachées, ou si un gars de New York venait de se faire tuer, les gradés se sentaient concernés. Ils allaient voir ça par eux-mêmes et recevaient des nouvelles quotidiennes en provenance de tout le pays. Pour eux, chaque soldat était un des leurs.

Mais parfois, cette sollicitude entre Américains créait une sorte de cocon protecteur qui faussait notre vision du conflit. Les Américains bénéficiaient des meilleurs soins médicaux, de la meilleure nourriture. Aucune dépense n'était épargnée pour ravitailler et équiper les soldats américains, ou pour s'occuper d'eux lorsqu'ils étaient blessés ou tués. Les officiers faisaient preuve d'une compassion remarquable envers les familles des victimes de guerre. Or le revers de cet extraordinaire souci des nôtres était, par moments, l'anonymat du soldat vietnamien ou de la famille vietnamienne ordinaires. À tant nous préoccuper de nos hommes, nous perdions trop souvent de vue les horreurs subies sur leurs propres terres par les Vietnamiens, tant du Nord que du Sud.

Je me souviens avoir longé des montagnes d'ordures dans la brume d'avant l'aube. Quand ma voiture arrivait au QG, la lumière des phares révélait des silhouettes qui escaladaient ces tas de près de deux mètres de haut pour grappiller des restes de hot dogs, de hamburgers, de beignets – tout ce qui pouvait se dénicher de comestible. Les déchets de la cantine étaient déversés là, en sachant pertinemment que des pilleurs de poubelles viendraient. Aujourd'hui encore, cette image me hante : des êtres humains fouillant dans les ordures pour survivre.

Le cocon de l'armée américaine faussait aussi notre compréhension de la situation sur le terrain. Au quartier général,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

De fait, la pratique des affaires étrangères nécessite souvent de combiner deux approches : la force et la diplomatie. Même quand des nations sont en paix, l'éventualité d'une guerre suppose qu'elles se préparent militairement. Or, à l'époque, les États-Unis étaient indubitablement en guerre contre les communistes au Laos. Cet état de guerre exigeait donc des prises de décisions quotidiennes sur les endroits où larguer des bombes et déplacer des troupes. Si je l'avais souhaité, j'aurais pu faire partie de l'équipe qui décidait des cibles à viser lors des raids aériens.

Mais malgré tout mon respect pour l'armée, je ne m'intéressais nullement à cet aspect des affaires étrangères au Laos. Ce qui m'intéressait, c'était d'arriver à ce que tous les belligérants se parlent. Je voulais que les groupes en présence comprennent que, au bout du compte, ils avaient tous intérêts à mettre un terme au conflit et que, même s'ils n'obtenaient pas la totalité de ce qu'ils souhaitaient, ils seraient déjà largement gagnants s'ils en obtenaient une partie.

Ma réponse à Mac Godley fut donc automatique : « Je prendrai la paix. »

Un des principaux ressortissants américains avec qui nous travaillions au Laos était le général de brigade Jack Vessey. De la base d'Udorn dans le nord de la Thaïlande, où il était en poste, il venait régulièrement dans notre ambassade à Vientiane. Il était chargé de l'appui aux forces armées royales laotiennes, à qui il procurait équipements militaires, conseils et financements.

Jack et moi sommes devenus amis. Nous parlions souvent de l'engagement américain au Viêtnam : était-ce bien le bon endroit, et le bon moment, pour contrer l'expansionnisme communiste ? C'était un homme réfléchi, doté d'un grand respect pour autrui indépendamment de toute considération de nationalité. Il s'intéressait aux cultures étrangères, ne fût-ce que

pour mieux comprendre ce qui motivait l'ennemi. Il avait gagné ses galons de sous-lieutenant sur les plages de débarquement du sud de l'Italie et allait terminer sa carrière comme général d'armée et, sous la présidence Reagan, Chef d'état-major des Armées des États-Unis.

Une fois, je l'ai accompagné dans la plaine des Jarres, au nord du Laos, pour passer en revue des troupes alliées. À l'improviste, nous nous sommes retrouvés sous les tirs d'artillerie lourde de rebelles du Pathet Lao. Sans hésiter une seconde, nous avons bondi dans un fossé et nous sommes cramponnés l'un à l'autre en attendant que les tirs cessent. La plaine des Jarres est une large vallée d'altitude qui commandait aussi bien l'accès aux plateaux tenus par le Pathet Lao que la route vers les terres en bordure du Mékong, contrôlées par l'armée royale laotienne. Ces attaques montraient que les rebelles disposaient d'armes, fournies par les Chinois ou les Vietnamiens, et étaient prêts à s'en servir. Les vaincre n'aurait rien d'un jeu d'enfant. Il allait falloir beaucoup de matériel, beaucoup d'hommes, beaucoup de temps. Et en cas de victoire, qu'aurions-nous sur les bras ? Un ennemi aigri, qui n'aurait toujours pas le moindre intérêt à voir réussir le gouvernement, qui resterait exclu des instances dirigeantes et éloigné à une bonne partie de la population. Perdre n'était pas une solution, mais gagner ne semblait guère prometteur non plus.

Au cours de mes déplacements avec Jack Vessey, nous avons de longues discussions sur l'importance de la guerre au Laos. Nous nous demandions si nous ne faisons pas fausse route. Être un militaire de carrière ne l'empêchait pas de garder son indépendance d'esprit. Il possédait la qualité que j'admire le plus chez un serviteur de l'État, qu'il s'agisse d'un militaire, d'un diplomate ou d'un politique : la volonté de poser les bonnes questions. Faisons-nous ce qu'il faut ? Le faisons-nous

comme il faut ? Tant Vessey que moi – et d’innombrables autres pris dans ce conflit dans toute l’Asie du Sud-Est – appliquions scrupuleusement les ordres de nos supérieurs, mais nous nous posions aussi des questions.

Or la question majeure, dans le contexte géopolitique de la Guerre froide, était de savoir si le Laos constituait ou non un « domino ». Si le Laos « tombait » aux mains des communistes, qu’advierait-il ? Les États voisins – le Viêtnam, le Cambodge, la Thaïlande – et d’autres pays de la région deviendraient-ils forcément communistes ? Vessey et moi en doutions. Comme lui, j’avais la conviction que les peuples ont la capacité de forger leur avenir. Rien n’est jamais automatique, aucune tendance n’est absolue ou immuable. La décision de s’atteler au rude travail que requiert la paix peut tout changer. Certains universitaires et scientifiques parlent du pouvoir qu’ont les gens d’influer sur leur propre destin. Même dans les circonstances les plus difficiles – les champs de bataille, les camps de concentration, l’appartenance à des minorités méprisées – chacun garde la possibilité de prendre des décisions et d’agir de son côté. Certes, ces actes individuels ont leurs limites, mais toute décision juste et courageuse modifie le contexte global.

Je reste intimement persuadé que la paix est toujours envisageable. Toujours, j’ai privilégié les solutions négociées. Pas seulement au Laos, mais partout où la guerre menaçait de détruire des êtres humains et des communautés. La paix exige de gros efforts – pénibles, compliqués, éprouvants pour les nerfs, ingrats parfois – mais elle est presque toujours possible.

Quand on recherche la paix, il faut commencer par faire ses preuves envers ceux qui sont chargés de la guerre. J’ai passé la majeure partie de ma vie au milieu de conflits armés, et j’ai toujours eu l’impression que la majorité des gens qui font la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

estimaient qu'ils n'avaient pas à prendre parti dans un conflit interne au Laos, mais juste à observer les événements pour envoyer des rapports à Washington.

Quand on entreprend quelque chose de ce genre, on ne réfléchit guère aux dangers. On y va, c'est tout. J'aimerais pouvoir dire que j'avais un plan, ou que je m'étais livré à une rapide analyse des coûts et bénéfices éventuels des diverses possibilités d'action. Mais non. J'ai juste foncé. Le conseiller américain chargé de l'aéroport de Vientiane était rémunéré par l'AID, l'agence américaine pour le développement international. Je n'ai jamais su en quoi consistait réellement son travail, mais en tout cas c'était un bon ami, très capable. Il a d'ailleurs raconté par la suite par écrit les événements qui se sont déroulés dans cet aéroport.

En me conduisant là-bas, mon chauffeur avait une peur bleue. Quant à moi, j'ignorais ce qui m'attendait sur place. Je voulais juste voir si je pouvais faire quelque chose pour préserver le gouvernement légal du Laos. Une bonne partie des six cent quatre-vingt membres de notre personnel d'ambassade se trouvait dans les alentours de l'aéroport. Ils restaient à une distance prudente de la piste et de la tour de contrôle, observant les événements de loin, en spectateurs, pour voir comment tout cela allait tourner.

Je me suis approché de la tour de contrôle avec un porte-voix et j'ai crié en français, notre langue de travail commune : « Écoutez les gars, c'est moi qui paie vos salaires. Mes ordres de Washington sont de soutenir et de protéger le gouvernement légal de Souvanna Phouma. Ce que vous essayez de faire est contraire à cette politique. Repartez de l'autre côté du fleuve. Je suis contre ce coup d'État. »

Un important détachement de l'armée royale laotienne se tenait sur le côté, dans les fourrés, pour voir l'issue du bras de

fer. Il y avait parmi eux quelques militaires laotiens de haut rang, connus pour être très proches de leurs conseillers américains. Ils se rangeraient du côté des gagnants. Ils attendaient.

J'ai répété ma sommation aux centaines de personnes qui se trouvaient près du tarmac : « Hé, vous tous, Laotiens ou Américains, vous contrevenez aux ordres qu'on m'a donnés de soutenir l'actuel gouvernement royal laotien. » J'avais le sentiment d'agir en totale conformité avec les instructions de Washington. En situation de crise, on n'a pas le temps de téléphoner à la maison pour demander des consignes. Quand j'avais pris mes fonctions au Laos, on m'avait très expressément dit que mon travail consistait à défendre les intérêts américains et le gouvernement laotien. Or un putsch ne pouvait que desservir les deux.

De loin, je voyais que les forces armées gouvernementales ne bougeaient pas – ni pour me soutenir, ni pour soutenir les rebelles. Les hélices des petits avions que les putschistes comptaient utiliser pour leurs bombardements étaient en train de tourner. Je dis à mon chauffeur d'avancer sur le tarmac pour bloquer la piste, ce qui compliquerait le décollage des avions. Il était terrorisé, et moi aussi. Sans doute parce que je n'avais pas vraiment d'autre option, je me suis entêté à rester dans la voiture.

Le général Thao Ma, l'instigateur du putsch, tenta de s'envoler dans l'avion dont il s'était emparé. En décollant, il vira à droite pour tâcher d'éviter mon véhicule. Mais il ne put faire prendre de la hauteur à son appareil, qui s'écrasa sur le côté du tarmac.

Je repris le porte-voix. « OK, les gars. C'est fini. Repartez d'où vous venez. »

Les putschistes finirent par s'en aller. Ils retraversèrent le

Mékong en bateau pour rentrer en Thaïlande.

Quand tout fut terminé, je suis passé chez le négociateur du Pathet Lao, Phoumi Vongvichit, et nous avons sorti les boissons des jours de fête. Les négociations étaient reparties. Puis je suis allé voir Souvanna, qui avait entre-temps regagné son domicile personnel. Quelques jours plus tard, en présence de tous les ambassadeurs étrangers et chefs de mission accrédités au Laos, Souvanna Phouma me remercia officiellement pour le ferme soutien accordé par les États-Unis aux autorités légales du Laos. La presse du monde entier relata en détail l'échec du coup d'État. Aux États-Unis, la couverture journalistique de l'événement incluait de longs articles dans *Time Magazine*, *Newsweek* et le *New York Times*.

Aucun des putschistes ne fut puni pour cette tentative. Et il n'y eut pas non plus de conséquences pour les Thaïlandais qui avaient, au moins tacitement, approuvé l'opération.

En mars 1974, lors de mon audition devant la commission des Affaires étrangères du Sénat pour la ratification de ma nomination d'ambassadeur au Cambodge, la séance fut largement consacrée aux questions, posées par quelques-uns des sénateurs les plus expérimentés, sur mon intervention du 20 août 1973 à l'aéroport de Vientiane visant à faire échouer la tentative du général Thao Ma et d'autres Laotiens de droite pour renverser le gouvernement légal et internationalement reconnu du Premier ministre Souvanna Phouma. Les interrogations tournaient autour de : « En tant que chargé d'affaires, John G. Dean avait-il le droit d'interférer avec la tentative de putsch contre le gouvernement légal de Souvanna Phouma, ce qui a entraîné l'échec de l'opération, ou aurait-il dû se borner à rapporter les événements ? » Pour reprendre les termes exacts du sénateur de New York, Jacob Javits :

« D'après vous [M. Dean], quelle est la considération la plus

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'Amérique en Indochine. Je voudrais rappeler au Département que Sihanouk à une hantise paranoïaque de la CIA, qu'il tient pour responsable d'une grande part de ce qui lui est arrivé [...] Dans nos discussions avec Sihanouk, nous devons laisser entendre que nous avons sans doute commis une erreur par le passé, mais que nous sommes désormais plus éclairés, raison pour laquelle nous nous adressons à lui. Il faudrait insister sur le fait que si l'armée de terre, la marine et les forces aériennes de la République khmère, le clergé bouddhiste et l'administration gouvernementale étaient intacts au retour du prince à Phnom Penh, il se retrouverait en position d'arbitre avec une véritable assise politique pour agir. »

Qui pouvait parler à Sihanouk ? Pas mal de monde. Notre envoyé en Chine, George H. W. Bush, aurait pu être un bon candidat pour commencer. Il y avait aussi l'homme d'État chinois Chou En-lai. Celui-ci avait accueilli Sihanouk en Chine – tous deux se voyaient régulièrement – et Chou En-lai avait également noué de bonnes relations de travail avec Nixon et Kissinger. Une autre possibilité était l'ambassadeur de France en Chine, Etienne Manac'h, un diplomate chevronné qui connaissait Sihanouk depuis les années cinquante. Ou bien nous pouvions insister auprès du secrétaire général des Nations Unies Kurt Waldheim pour qu'il s'implique. Et puis, il y avait les Soviétiques, avec qui nous avons amorcé de nouvelles relations de détente. Les Soviétiques avaient déjà exprimé leurs préoccupations quant à la prédominance de la Chine dans la région, et leur soutien à une « solution de type laotien ». Ils n'avaient pas de véritables entrées chez les Khmers rouges, mais ils en avaient à Saïgon, avec qui Sihanouk gardait des relations.

Finalement, nous ébauchâmes quelques tentatives pour contacter Sihanouk. Kissinger parla aux Chinois, qui refusèrent. Waldheim se montra prudent. Bush et son adjoint rendirent alors

visite à Sihanouk, qui leur battit froid. Mais il y a l'art et la manière de demander. Nous avons mis si longtemps à solliciter son aide, et nous l'avons fait avec tant d'hésitations et si peu d'enthousiasme, que son refus fut presque automatique.

Sur toutes les questions cambodgiennes, mon patron était Henry Kissinger, qui resta secrétaire d'État dans la nouvelle administration Ford. J'ai toujours apprécié et admiré Kissinger. Réfugié comme moi de l'Allemagne nazie, il était brillant, mais très travailleur aussi. On raconte que durant ses études à Harvard, un professeur à qui il demandait des conseils pour mieux comprendre la politique lui remit une longue liste de livres à lire – un genre de blague, de bizutage. Mais Henry lut la totalité des livres. C'est ce type d'ambition tenace qui a fait de lui une si formidable figure de la politique américaine pendant toute une génération.

La théorie de Kissinger sur la politique internationale – que l'on peut maintenir la paix quand existe un équilibre des forces stable entre nations – lui a permis de se débarrasser d'obstacles qui avaient entravé la politique américaine trois décennies durant. Pour créer un rempart efficace contre le bloc communiste, il leur tendit la main. Il fut à l'origine de la détente avec l'Union soviétique, une situation dans laquelle les deux superpuissances convenaient que, tout en étant ennemies, elles pouvaient trouver moyen de coopérer pour désamorcer des tensions. Il organisa le voyage historique de Richard Nixon en 1972 en Chine alors que, depuis la révolution de Mao en 1949, les États-Unis avaient obstinément refusé de reconnaître le régime de Pékin.

Mais Kissinger était aussi coincé. Pendant la campagne présidentielle de 1968, Richard Nixon avait assuré avoir un « plan secret » pour conclure la guerre au Viêtnam. Or ce

prétendu plan n'était qu'une posture. Il s'agissait de convaincre le Nord-Viêt Nam que Nixon était assez déraisonnable pour recourir à l'arme nucléaire si jamais la guerre ne se terminait pas dans des termes acceptables pour le Sud-Viêt Nam. Kissinger était chargé de faire savoir que Nixon serait intraitable et refuserait tout compromis en la matière. Le message était simple : il n'y a pas moyen de faire entendre raison à cet homme, mieux vaut céder que risquer l'annihilation.

De ce que j'en sais, ce procédé eut surtout pour effet d'étouffer tout effort pour trouver des solutions diplomatiques.

Dès que je pris mes fonctions dans notre ambassade à Phnom Penh, je m'attelai à la préparation de négociations visant à faire cesser la guerre. Je parcourus le pays pour m'entretenir de l'évolution du conflit avec des officiers américains de l'armée et des services de renseignements. Ce que j'appris était de deux ordres. Tout d'abord, les Khmers rouges faisaient des progrès considérables dans leur guerre contre le gouvernement de Lon Nol. En gros, la guérilla s'était emparée des deux tiers du pays, dans les campagnes surtout. Le gouvernement Lon Nol contrôlait encore les villes, et donc la majorité de la population mais, dans son camp, les gens étaient las de la guerre, et conscients de la corruption au sein du gouvernement. De jour en jour, les Khmers rouges gagnaient du terrain et de la puissance militaire.

En mai 1974, le prince Sisowath Sirik Matak me prévint que les Cambodgiens étaient en train de perdre la volonté de lutter. Comme je l'écrivis dans un télégramme à Washington : « Il est douteux que le peuple khmer soit prêt à poursuivre beaucoup plus longtemps ce combat. Sirik Matak m'a dit franchement qu'un dégoût de la guerre s'est installé et que, si le conflit cambodgien doit être résolu par des moyens autres que

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

cantonner à transmettre les dernières nouvelles de l'inéluctable marche des Khmers rouges vers la victoire, afin que Washington évalue quel serait pour nous le meilleur moment de fuir le Cambodge.

Or les nouvelles étaient sombres. Les Khmers rouges tenaient le Mékong. Les Khmers rouges s'étaient emparés d'une série de villages sur la route de Phnom Penh. Les Khmers rouges organisaient régulièrement des attaques de guérilla contre la capitale. Les Khmers rouges avaient réussi une embuscade sur une voie ferrée gouvernementale, coupant ainsi le dernier lien du pays avec le monde extérieur. Les Khmers rouges avaient percé les lignes de soldats disposées par le gouvernement à la périphérie de Phnom Penh. Les Khmers rouges étaient à portée de roquettes de l'aéroport de Phnom Penh. Les Khmers rouges ajoutaient des recrues à leurs rangs et continuaient à recevoir du matériel militaire de l'étranger.

Quel est le meilleur moyen de terminer une mauvaise guerre ?

Voilà bien une question qu'aucune puissance mondiale n'a envie de se poser. Mais elle est cruciale, car toute grande puissance finit par perdre un jour. La France et la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, ont tous perdu des empires. Certes, les États-Unis n'ont pas élaboré de système colonial analogue à celui de ces nations, mais nous n'en avons pas moins exercé une influence énorme sur toute la planète. Garder le contrôle sur tout – les Philippines, le canal de Panama, les États clients d'Amérique latine et d'Asie – n'avait aucun sens. De plus, entretenir une armée planétaire est ruineux. Or il importe de ne pas engloutir dans des causes perdues d'avance des ressources telles qu'argent et matériel risquent de nous manquer quand nous en aurons vraiment besoin.

En tant que nation, nous avons aussi le devoir de faire les

bons choix. Parfois, d'autres États ou leurs peuples requièrent et sollicitent notre présence. D'autres fois non. Il faut avoir la sagesse de sentir la différence et d'agir en conséquence.

Les Français ont fourni un bon modèle de départ lorsqu'une présence étrangère n'est plus souhaitée. Après Diên Biên Phu en 1954, ils ont choisi de quitter l'Indochine. Ils ont soutenu les accords de Genève de 1954, qui entérinaient l'indépendance du Viêtnam, du Laos et du Cambodge. Ils ont veillé à ce que leurs ressortissants aient la possibilité de partir honorablement.

Surtout, les Français ont reconsidéré leur système colonial. Il a fallu encore plusieurs années pour que la France quitte l'Algérie, mais des hommes d'État comme Charles de Gaulle avaient commencé à comprendre que, parfois, l'intérêt national implique de lâcher prise. L'intérêt national de la France ne consistait pas à exercer une domination sur des colonies contre leur gré, mais à préserver les véritables intérêts vitaux du pays : défense nationale, participation aux affaires internationales en tant que puissance respectée, construction d'une société équitable. De Gaulle était l'incarnation du nationalisme en France. De sa part, renoncer aux ambitions coloniales représentait un très fort aveu que détenir un pouvoir sur autrui ne donne pas toujours le pouvoir de contrôler son propre destin.

Si nous autres Américains avions su nous contenter d'assumer la responsabilité de protéger le peuple auquel nous étions alliés, nous nous en serions bien mieux tirés. Nous n'aurions certes pas pu jouir d'une victoire éclatante, avec des alliés dociles partout où nous l'aurions voulu, mais nous aurions évité des massacres et des destructions à grande échelle. Là-bas, à l'époque, le simple fait de gérer les affaires courantes supposait déjà des efforts hors du commun, comportant des choix moraux douloureux et des risques importants.

Ainsi, durant les derniers jours de la présence américaine au

Cambodge, un des plus courageux d'entre nous fut Richard Armitage. Il coordonna les déplacements sur le Mékong de grandes péniches qui apportaient de Saigon à Phnom Penh de la nourriture, des munitions et du matériel. Richard eut l'idée de blinder les flancs de ces péniches. Mais un blindage métallique ne valait rien quand les Khmers rouges lançaient des roquettes par en haut à l'intérieur des embarcations. Dans un cas pareil, l'explosion peut être catastrophique à cause des munitions à bord.

Que faire ? Le général Jack Palmer suggéra d'employer des grenades « *lazy dog* ». Je n'en avais encore jamais entendu parler. Palmer expliqua que ces engins exploseraient à environ deux mètres du sol, balayant quiconque se tiendrait debout pour lancer des roquettes. Cependant, les *lazy dogs* risquaient de violer la convention de Genève sur le droit de la guerre. J'aurais pu demander des consignes à Washington, mais je doutais d'obtenir une réponse très nette. Décidant d'exercer le pouvoir qui m'avait été conféré par le président des États-Unis de coordonner toutes les activités américaines au Cambodge, j'ai finalement donné mon feu vert pour l'usage des *lazy dogs*. Celles-ci ne furent toutefois pas d'un grand secours. Les Khmers rouges ne cessaient de renforcer leur emprise sur le Mékong, et nous dûmes bientôt abandonner les transports par voie fluviale.

Nous passâmes donc au plan C, inspiré par le pont aérien de Berlin. Six à huit DC-6 apportant des vivres et du matériel militaire de Thaïlande commencèrent à atterrir chaque jour à Phnom Penh. Nous distribuions ensuite le tout, souvent par hélicoptère, dans des villes ou d'autres secteurs contrôlés par le gouvernement de Lon Nol.

À défaut d'être en mesure de gagner la guerre au Cambodge, le minimum que nous pouvions faire était de tâcher d'en sortir avec dignité, en aidant le plus possible de gens à échapper à la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

conditions inhumaines. Or c'est ce qui advint. Sans doute cela serait-il arrivé même si nous avions lancé une mission humanitaire. Mais je n'en aurai jamais la certitude.

Après mon départ de Phnom Penh, j'ai intensifié mes efforts pour convaincre Washington de faire face à ses responsabilités morales en prenant soin des réfugiés et en ravitaillant les personnes déplacées par la guerre. Ma position était que, s'il fallait travailler avec les Khmers rouges, eh bien soit. « Nous sommes au bord d'une catastrophe humanitaire si nous n'intervenons pas rapidement pour l'éviter », écrivis-je de Bangkok le 13 avril. Seuls les États-Unis avaient la capacité d'acheminer six cents à mille tonnes de vivres par jour. « Dans la mesure où le gouvernement américain peut encore contribuer à un dénouement en bon ordre de la tragédie khmère, je pense que nous ne devrions rien négliger. »

Mais Washington refusa. Le 16 avril, je reçus un télégramme du département d'État : « Nous ne souhaitons absolument pas établir de relations avec les Khmers rouges. Vous ne devriez donc en aucun cas tenter de contacter les Khmers rouges. Nous maintenons des relations avec le gouvernement de la République khmère, et vous restez accrédité auprès de ce gouvernement. Quand ce ne sera plus un gouvernement, nous verrons quelle sera notre politique envers son successeur et comment nous traiterons avec celui-ci. »

Les Américains ont du mal à perdre. L'échec de la politique américaine dans le Sud-Est asiatique engendra une période de confusion entretenue par des idéologues de droite comme de gauche, et peut-être surtout par la candeur persistante du peuple américain.

Dans son classique *De la démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville a noté que l'absence d'histoire et une « égalité

des conditions » ont façonné tous les aspects de la vie aux États-Unis. Il manque à l'Amérique les racines historiques que l'on trouve partout ailleurs dans le monde. Quand on réussit aux États-Unis, c'est dû à ce que l'on a accompli soi-même, et non à ce qu'un ancêtre a fait trois siècles auparavant au même endroit. Tout le monde a sa chance. C'est ce qui m'avait tellement étonné dans le Middle West quand j'y suis arrivé dans mon enfance. Tout était si ouvert et si accueillant. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles, année après année, des immigrants continuent d'affluer aux États-Unis.

Et nous autres Américains sommes éternellement jeunes. Nous imaginons pouvoir tout faire, exactement comme les adolescents. Nous entretenons une vision idéalisée de nous-mêmes et de ceux que nous aimons. Et quand nous échouons, nous peinons à comprendre pourquoi. Et nous peinons aussi à comprendre la profondeur des tragédies des autres peuples.

L'Amérique a échoué en Asie du Sud-Est. Or elle n'a toujours pas admis cet échec. Nous multiplions les pèlerinages au magnifique mémorial dédié à Washington aux combattants américains au Viêtnam pour y pleurer nos cinquante-cinq mille morts. Nous faisons tout pour retrouver la trace de nos prisonniers de guerre et des soldats américains portés disparus, même en l'absence de la moindre preuve effective qu'il en reste. Nous débattons, avec des accents passionnés ou moraux, de qui a perdu le Viêtnam. Trop souvent, les arguments sont abusivement tranchés et sans nuances. La gauche prétend que nous avons perdu car nous n'avions rien à faire là-bas, que seuls les lobbies militaro-industriels et colonialo-capitalistes nous ont entraînés dans ce guêpier. La droite assure que nous avons juste perdu faute d'avoir donné aux militaires l'autorisation de faire le nécessaire pour gagner.

Mais ce n'est pas si simple. Nous avons perdu car nous

avons aveuglément suivi l'idéologie de la Guerre froide des années cinquante. Nous avons attribué une grande valeur stratégique à un petit pays lointain, arriéré. Une fois sur place, nous nous sommes leurrés sur les motivations de l'ennemi et sur sa détermination, parfois en méprisant totalement l'adversaire, parfois en le surestimant. Nous nous sommes menti sur l'évolution de la guerre. Nous avons obstinément refusé de chercher une issue au conflit. Nous avons étendu ce conflit à des pays limitrophes, et nous avons miné la structure fragile de leurs sociétés. Pour sauver la face, nous avons triché avec nos propres institutions démocratiques.

Nous avons commis des erreurs. Beaucoup d'erreurs.

Tout le monde échoue un jour ou l'autre. Les Britanniques ont échoué en Inde. Les Français ont échoué en Indochine. Les Britanniques, les Français et les Portugais ont échoué en Afrique. Les Espagnols et les Portugais ont échoué en Amérique du Sud. Pourtant, d'un point de vue historique, la plupart de ces échecs et tentatives ratées eurent malgré tout un profond impact sur le développement et la culture des régions concernées par ces initiatives étrangères. Tout le monde doit apprendre à gérer les conséquences de ses tentatives ratées, y compris celles qui portaient des meilleures intentions.

Je ne serais pas loyal envers moi-même si je ne concluais pas ce chapitre par quelques mots sur mes relations personnelles avec Henry Kissinger. Nous avons eu des désaccords sur plusieurs dossiers de politique étrangère, et notamment sur la politique américaine au Cambodge. Mais, en tant que diplomate ayant mis ma carrière au service des États-Unis, je n'en reconnais pas moins toute l'ampleur des apports d'Henry Kissinger à la politique étrangère américaine, notamment par l'instauration de nouvelles relations avec la Chine continentale, et par l'exploration d'une détente avec l'Union soviétique. C'est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

étrangère américaine et sonner le glas de l'administration Carter. Le président Jimmy Carter et le secrétaire d'État Cyrus Vance travaillaient nonstop pour négocier la libération des otages. Simultanément, d'autres Américains s'employaient de leur mieux à ce que pas un otage ne soit relâché avant l'élection présidentielle de début novembre. Et de fait, la plupart des otages ne furent libérés qu'au moment de l'entrée en fonctions de Ronald Reagan, en janvier 1981. Dès qu'il l'eut emporté sur Carter, Reagan jura d'adopter une attitude plus agressive pour rétablir la suprématie des États-Unis en politique internationale.

Quoi que l'on puisse dire du président Carter, il fut un des hommes les plus honorables à avoir occupé le bureau ovale. Il lisait tout ce qu'on lui soumettait – souvent de très nombreuses pages. Mais comme beaucoup d'êtres très intelligents et pondérés, il hésitait à trancher. Je me souviens l'avoir rencontré à Washington pour le presser d'intervenir auprès des Israéliens au sujet du Liban. Il consentit à prendre des mesures. Une heure après environ, de retour au département d'État, je reçus un appel d'un assistant disant que le Président allait différer toute action pendant quelque temps, mais que j'aurais de ses nouvelles sur la question. Je n'en eus jamais. Je n'en suis pas moins resté un admirateur de Jimmy Carter pour, entre autres qualités, son approche conséquente et équitable des problèmes du Moyen-Orient.

Peu après mon arrivée en poste au Liban, j'avais donc demandé à mes supérieurs si je pouvais prendre des contacts discrets avec l'OLP. La réponse fut oui. Puis, après la prise d'otage à l'ambassade des États-Unis en Iran, un interlocuteur à Washington me demanda s'il n'y aurait pas moyen d'utiliser mes

contacts au sein de l'OLP pour faire sortir quelques Américains de Téhéran. J'ai réfléchi à la question avec plusieurs Palestiniens – Walid Khalidi, Basil Aql, Abou Jihad (que la police secrète israélienne assassina plus tard en Tunisie) et Abou Walid. J'ai demandé à Abou Walid s'il pouvait faire quelque chose pour que les Iraniens relâchent des otages.

Arafat et lui sont allés à Téhéran négocier le 17 novembre 1979 la libération de treize otages américains. Sur l'ordre de l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, les ravisseurs ne laissèrent partir que des femmes et des Afro-Américains – apparemment une opération de propagande visant à diviser les Américains en leur signifiant : « Nous savons reconnaître la différence entre les Américains qui sont opprimés et ceux qui sont les oppresseurs. » Aussi cynique qu'ait pu être cette manœuvre, elle n'en permit pas moins à treize Américains de recouvrer la liberté. Il s'agissait d'un progrès au sein d'une terrible impasse. Il aurait aussi pu s'agir de l'amorce de nouvelles relations avec l'OLP. Avec un peu de chance, cela aurait pu contribuer à accélérer la résolution de la crise des otages. On ne peut jamais savoir à l'avance. C'est pourquoi l'on discute et parlemente, encore et encore et encore. Le rôle de l'OLP ne fut pas signalé dans les journaux, mais il était réel.

Plus tard, nos contacts avec l'OLP allaient nous aider à sauver un allié important d'une émeute à Beyrouth.

Un soir, en effet, j'appris par mon ami Assad Nasser, le président de Middle East Airlines, qu'on avait tiré sur les ambassadeurs de l'Arabie saoudite et du Koweït dans la partie chrétienne du Liban. L'ambassadeur saoudien avait une balle dans la jambe. Il souffrait beaucoup. On l'avait hospitalisé dans une clinique privée, au cœur du territoire chrétien. Assad Nasser conclut que je ferais bien d'aller lui rendre visite.

« Qui a dit que je devrais aller le voir ? répondis-je.

– C’est moi qui le dis, répliqua le président de la compagnie aérienne.

– Mais pourquoi ?

– Parce que les Saoudiens comptent sur les États-Unis chaque fois qu’ils ont un problème. Vous êtes censés les tirer d’embarras.

– Une minute, objectai-je. Il est neuf heures du soir.

– Oui, neuf heures du soir. Mais les Saoudiens s’attendent à ce qu’on s’occupe d’eux toute l’année et vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

– Suis-je donc censé mobiliser toute mon escorte pour passer de Beyrouth-Ouest à Beyrouth-Est et grimper dans les collines jusqu’à cette clinique ?

– Oui. C’est exactement ce qu’il faut faire. C’est moi qui vous le dis. C’est un bon conseil.

– Alors je vais le suivre. »

Je réunis notre équipe de sécurité – le convoi de trois voitures avec gardes du corps toujours prêt à partir en soirée de Beyrouth-Ouest vers Beyrouth-Est et les collines, où patrouillaient souvent des miliciens chrétiens. Conduire la nuit entre ces deux secteurs n’était pas sans risques. Quand j’ai annoncé à ma femme que j’allais rendre visite à mon collègue saoudien, elle me fit observer qu’il était dangereux de se trouver sur les routes à cette heure tardive.

Une fois arrivé à la clinique, je vis le général Ali Shafer, l’ambassadeur d’Arabie saoudite au Liban, étendu dans un lit sous une image pieuse. C’était un homme de très grande taille. « John, me dit-il, de grâce, emmenez-moi à l’hôpital américain. Ce n’est pas qu’on me soigne mal ici, mais je souffre. Je veux aller dans un endroit où je me sentirai tout à fait à l’aise, et où ma famille pourra venir me voir. Je veux aller à l’hôpital

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

en date du 1^{er} octobre 1981, qui réaffirme la responsabilité directe de l'ambassadeur vis-à-vis du Président pour toutes les activités américaines dans le pays de son accréditation.

En ce début des années quatre-vingt, la priorité des États-Unis en Thaïlande était d'arriver à trouver des modalités mutuellement acceptables pour que les Thaïlandais nous donnent accès à certaines de leurs installations navales et aériennes, importantes pour l'exercice de nos responsabilités mondiales. En aidant les Thaïlandais à moderniser et développer leur pays, nous finîmes par obtenir en échange l'accès requis.

Tant que la Guerre froide dominait la scène internationale, la Thaïlande n'avait aucun problème pour se ranger du côté des États-Unis. Les deux pays et leurs gouvernements respectifs coopéraient étroitement au Cambodge pour aider la résistance anticomuniste khmère dans son combat contre le régime de Phnom Penh soutenu par les Vietnamiens. À l'époque, s'opposer à l'expansionnisme communiste en Asie était non seulement la politique de la Thaïlande, mais aussi celle des autres membres de l'ANASE, l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est.

Au fond, la politique est l'art d'opérer des choix difficiles. Les choix faciles, ceux qui ne lèsent personne, tout le monde peut les faire. Or mes fonctions d'ambassadeur en Thaïlande m'ont confronté à quelques-uns des problèmes les plus épineux que j'aie jamais rencontrés au cours de ma carrière.

La drogue en faisait partie. À l'époque, le président Ronald Reagan avait engagé les États-Unis dans une guerre globale contre la drogue. Il avait alloué des sommes sans précédent pour empêcher les drogues d'entrer aux États-Unis. Avec sa femme Nancy, ils usaient de leur pouvoir de persuasion pour créer une nouvelle culture antidrogue en Amérique. Et il chargea aussi

divers organismes américains travaillant à l'étranger d'essayer d'interrompre la production de drogue dans d'autres pays.

Une ambassade américaine à l'étranger peut, où qu'elle se trouve, être amenée à chapeauter des dizaines de services représentant des groupes d'intérêts différents, allant de l'ensemble des forces armées (aériennes, terrestres, navales, sans oublier les Marines) à divers départements ministériels comme ceux des finances, de l'agriculture, du commerce, du travail, et bien d'autres encore. La coordination peut donc s'avérer délicate, d'autant que, dans une ambassade à l'étranger, tout le monde vit un peu les uns sur les autres et doit s'entendre avec tout un chacun. Les membres du personnel d'ambassade ignorent le plus souvent ce que font leurs voisins. Et la plupart des fonctionnaires américains à l'étranger travaillent aussi pour des supérieurs qui résident en dehors de l'ambassade, à Washington.

En tant qu'ambassadeur, j'avais – comme le président John F. Kennedy fut le premier à l'explicitier – la charge de gérer et concilier ces différents intérêts. Pour cela, l'ambassadeur doit savoir ce qui se passe dans chaque section de l'ambassade. Un ambassadeur bien informé peut ainsi combiner et pondérer tous ces intérêts de telle sorte que les États-Unis parlent d'une seule voix dans le pays hôte. Mais à la fin de chaque journée, les divers départements et services américains se retrouvent souvent en conflit les uns avec les autres. Parfois, il n'y a rien de mieux à faire que prendre acte de l'existence d'une divergence de fond et veiller simplement à ce que chacun obtienne au moins une partie de ce qu'il souhaite.

C'était le cas avec le problème de la drogue.

À Bangkok, deux services américains se bagarraient entre elles, au sein de l'ambassade mais aussi dans tout le pays. Toutes deux avaient des alliés au sein du gouvernement

thaïlandais, et elles travaillaient étroitement avec leurs homologues thaïs. Si un laboratoire était repéré de l'autre côté de la frontière dans le nord-est de la Birmanie, une rivalité pouvait s'instaurer – et s'instaurait souvent – pour être les premiers sur place. On aurait juré une course entre gendarmes et bouilleurs de cru clandestins pour arriver à l'alambic les premiers. L'objectif était de fermer le laboratoire de fabrication d'héroïne ou, à tout le moins, de le rendre inutilisable. La concurrence devint si vive que les deux groupes, formés tous deux de professionnels américains et thaïlandais, en vinrent carrément à se battre. Ils se tiraient les uns sur les autres, ou recouraient à d'autres formes de violence pour empêcher leurs rivaux d'être les premiers.

Je me souviens d'une fois où la cible était une raffinerie d'héroïne exploitée par des malfaiteurs. Un groupe américano-thaï s'approchait de la destination en avion pour s'emparer du laboratoire, un autre groupe américano-thaï s'y rendait en jeep dans l'espoir de capturer les chimistes qui travaillaient sur place. L'affaire dégénéra tant que les deux équipes américano-thaïes se mirent à se bombarder, littéralement. Le problème était l'absence de coordination entre leurs deux bureaux à Bangkok. Une fois l'opération menée à bien, comme je n'en avais pas été informé à l'avance, j'ai exigé que les employés concernés soient rappelés dans les services centraux.

Parfois, il n'y a pas grand-chose à faire. Parfois aussi, il faut s'accommoder d'accords passés par d'autres longtemps avant votre arrivée. Ainsi, bien après mon départ de Bangkok, deux fonctionnaires thaïlandais se virent refuser un visa par le département d'État. Ils étaient accusés d'avoir protégé des individus hauts placés impliqués dans du trafic de drogue. Voilà qui paraît justifié, n'est-ce pas ? Un tel refus envoie un message fort : « Libre à vous de faire chez vous ce qui vous chante, mais

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sur brûlis, et adopter à la place des méthodes plus durables, qui protègent la terre tout en fournissant des rendements plus importants.

Du fait de l'épidémie de drogue en Thaïlande, le roi s'efforçait de détourner l'économie rurale de la culture du pavot vers des cultures alimentaires. La chose est loin d'être simple, car les marges bénéficiaires sont considérablement plus élevées pour la drogue que pour les autres récoltes. Mais Bhumibol savait que le paysan sur qui repose tout le système n'en tire pas beaucoup d'argent. Ce n'est pas celui qui cultive le pavot qui s'enrichit : les intermédiaires réalisent l'essentiel des profits. En s'attaquant aux raffineries et aux marchés, on garde une chance de bloquer le circuit. Le paysan recourra dès lors aux incitations mises en place pour passer à des cultures légales. Dans une certaine mesure, les efforts du roi furent couronnés de succès. On peut désormais acheter en Europe, au beau milieu de l'hiver, des produits thaïlandais tels que des asperges et toutes sortes de fruits.

Quand j'étais ambassadeur en Thaïlande, le fléau du SIDA commençait tout juste à affecter le pays. Le roi annonçait des initiatives en faveur d'hôpitaux et de dispensaires, qui soigneraient les victimes de cette maladie. Le fait qu'il prenne ce problème à bras-le-corps réduisit un peu la stigmatisation sociale qui y était attachée.

Lors de mes entrevues avec le roi dans son palais, nous abordions régulièrement les questions politiques et militaires. « Donnez-moi des bulldozers, me disait-il. Les F-16 sont une autre affaire. J'en aurai peut-être besoin, mais j'ai surtout besoin de bulldozers. » Bhumibol comprenait que le communisme ne pouvait réussir qu'auprès de populations privées des moyens d'assurer seules leur subsistance. « Il faut donner aux gens la

possibilité de se débrouiller par eux-mêmes, insistait-il. Ne vous limitez pas à nous fournir les navires dont nous avons besoin pour nous défendre. Aidez-nous à en construire au lieu de les acheter à l'étranger. »

Peut-être les futurs livres d'histoire aboutiront-ils à la conclusion que les réfugiés sont ce qui symbolise le mieux ce mélange propre au XX^e siècle de violences destructrices, de mobilité et de nouvelles opportunités. Rien qu'au cours du dernier demi-siècle, les Nations unies évaluent à plus de cinquante millions le nombre de personnes chassées de chez elles. En tant que réfugié de l'Allemagne nazie, je me sentais un devoir particulier de veiller à ce que les groupes d'errants de notre temps trouvent, comme moi jadis, des lieux sûrs pour s'installer.

Les réfugiés cambodgiens étaient le problème qui mobilisait le plus notre personnel d'ambassade à Bangkok. Ces Cambodgiens avaient fui un génocide qui tua plus d'un million et demi de personnes sur une population de sept millions. Les rescapés méritaient bien que d'autres nations leur offrent un refuge. La Thaïlande étant frontalière du Cambodge, notre ambassade travaillait avec d'autres gouvernements et des ONG du monde entier pour procurer à ces réfugiés un abri, des vivres, des médicaments, une scolarité. Les centres prévus pour eux finissaient par se muer en petites villes. Femmes et enfants vaquaient à leurs occupations quotidiennes mais, souvent, les hommes ne savaient trop que faire. Certains sculptaient de petits objets en bois. D'autres s'engageaient dans la résistance anticomuniste au Cambodge.

En 1979, des centaines de milliers de Cambodgiens étaient arrivés en Thaïlande – une crise qui occupa deux ans durant mon

prédécesseur, l'ambassadeur Morton Abramowitz. Cette année-là, le Viêtnam avait envahi le Cambodge, chassant les Khmers rouges qui, non contents d'avoir massacré leur propre peuple, avaient agressé le Viêtnam. Un nouveau gouvernement de dissidents khmers rouges s'installa à Phnom Penh. La frontière orientale de la Thaïlande se retrouva sans défense face à l'afflux de réfugiés Cambodgiens et aux assauts de ce qui restait des troupes de Pol Pot. Certains Cambodgiens des camps de réfugiés rejoignirent alors, avec l'appui d'organisations thaïlandaises et américaines, la lutte armée contre le nouveau régime dans leur pays.

Les camps ne cessant de se remplir, l'unique espoir devint la réinstallation des réfugiés dans d'autres pays. Des centaines de milliers de Cambodgiens et quelques Vietnamiens partirent pour l'Amérique du Nord ou l'Amérique du Sud, l'Europe, l'Australie et, dans une moindre mesure, d'autres régions d'Asie. Nombre de ces réfugiés s'étaient retrouvés sans toit et en grand besoin d'assistance à cause des batailles politiques, militaires et stratégiques entre rivaux idéologiques. La plupart de ces gens ne demandaient qu'à trouver un endroit où vivre en paix, pour élever des enfants qui connaîtraient une vie meilleure que celle qu'eux-mêmes avaient eue en près de cinquante ans de guerres dans le Sud-Est asiatique.

Tout cela – les réfugiés, les camps le long de la frontière thaïlando-cambodgienne, la puissance croissante du Viêtnam – avait des répercussions sur les relations entre la Thaïlande et les États-Unis. Les Thaïs avaient besoin de nous, et nous avions plus que jamais besoin d'eux. Ils installèrent une unité spéciale à la frontière, pour empêcher les Cambodgiens de la franchir clandestinement. Les États qui accueillaient des réfugiés instaurèrent de bons systèmes de prise en charge, mais les camps restaient un *no man's land*, avec des soldats thaïlandais postés à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de telle sorte qu'ils se découvrent des intérêts communs, mais puissent aussi s'exprimer librement et poursuivre leurs intérêts particuliers ?

La République indienne est la plus grande démocratie du monde. C'est aussi la plus complexe. Dans les années quatre-vingt, la population de ce pays vaste comme l'Europe des Quinze avoisinait les sept cent mille habitants, ce qui le plaçait au deuxième rang mondial après le milliard de la Chine. En 2008, l'Inde a dépassé 1, 1 milliard d'habitants.

Comme les États-Unis, l'Union indienne gère sa diversité dans le cadre d'un système fédéral. Le pouvoir ne s'exerce pas de haut en bas à partir d'un gouvernement centralisateur ; il est plutôt réparti entre vingt-cinq États et sept territoires. Ceux-ci disposent d'un pouvoir hors du commun en matière de culture, de langue et de religion. Leurs systèmes administratifs sont conçus pour répondre aux traditions et besoins locaux.

La diversité de l'Inde s'applique également au domaine religieux. L'hindouisme y est la religion majoritaire, mais l'Inde comporte aussi une très importante communauté musulmane. Parmi les représentants d'autres traditions religieuses, on trouve des bouddhistes, des jaïns, des sikhs, des chrétiens, et même quelques juifs.

Indira Gandhi avait coutume de dire qu'elle était la seule, avec son parti du Congrès, à pouvoir rassembler cette nation si vaste et si complexe. Et, de fait, l'ascendant de Mme Gandhi fut énorme sur tous les plans, qu'il s'agisse d'affronter le Pakistan, de développer la puissance nucléaire de l'Inde, de bâtir une industrie lourde, de passer des accords avec l'Union soviétique ou de diriger le mouvement mondial des « non-alignés ».

L'impressionnant pouvoir personnel d'Indira Gandhi était cependant aussi de nature à fragiliser la démocratie indienne. Si Mme Gandhi contribua à faire taire les divisions ethniques et

religieuses, elle n'y mit pas fin pour autant. En voulant les étouffer, elle créa un « effet de cocotte-minute » qui ne pouvait qu'exploser un jour ou l'autre. Mais sa vision de l'indépendance et du développement de l'Inde eut aussi des conséquences majeures sur la politique étrangère du pays.

Indira Gandhi n'y est toutefois pour rien si l'Inde a fini par dépendre presque exclusivement d'armes russes pour équiper ses forces armées. Le fait est qu'en 1971, pendant la guerre d'Indépendance du Bangladesh, les responsables politiques américains – dont Henry Kissinger – décidèrent que les États-Unis étaient du côté du Pakistan et, par conséquent, ne souhaitaient pas fournir les pièces détachées et munitions réclamées par l'Inde pour le matériel américain dont elle avait fait l'acquisition depuis son indépendance en 1948. Suite à cet épisode, l'Inde n'acheta plus d'armes américaines. Durant le conflit, les États-Unis avaient envoyé un porte-avion américain au large de Calcutta, initiative que l'Inde interpréta comme un acte hostile. Dès lors, aux yeux des Indiens, les États-Unis avaient cessé d'être un allié fiable. L'Union soviétique devint le principal fournisseur de l'Inde en armements modernes.

À partir des années soixante-dix, la contestation par les groupes d'opposition indiens contre l'autorité d'Indira Gandhi se fit plus audacieuse, plus créative et plus opiniâtre. L'opposition à Mme Gandhi et à son parti du Congrès augmentait de façon régulière au fil des ans. En 1975, les émeutes suscitées dans tout le pays par son programme de stérilisation forcée l'amènèrent à décréter l'état d'urgence, qui prit fin en 1977. Cette année-là, elle se représenta aux élections et les perdit. Elle réussit à revenir au pouvoir en 1980, mais sans jamais recouvrer l'autorité ni la popularité qui avaient marqué le début de sa carrière. En juin 1984, pour essayer de calmer des

troubles dans la province du Pendjab, elle donna l'ordre d'expulser *manu militari* des rebelles sikhs d'un célèbre temple, ce qui entraîna une nouvelle vague d'émeutes et de violences religieuses. En octobre, les gardes du corps sikhs d'Indira Gandhi vengèrent l'assaut du temple en l'assassinant.

Rajiv Gandhi était d'une loyauté à toute épreuve envers sa mère et l'héritage de celle-ci, mais c'était aussi un homme moderne. Il comprenait que la prospérité de l'Inde passait par de nouvelles technologies et de nouvelles libertés. À certains égards, il anticipa sur la période de l'après-guerre froide alors que la Guerre froide durait encore. Pilote d'aviation pendant l'essentiel de sa brève carrière, il ne s'était engagé en politique qu'après la mort de son frère Sanjay en 1980, dans un accident d'avion.

Si l'Inde a le système social et religieux le plus diversifié du monde, elle possède aussi une des économies les plus complexes de la planète. Les traits fondamentaux de l'économie indienne ont été établis peu après l'indépendance, quand Nehru décida que le pays devait être autonome et ne pas dépendre d'une aide étrangère ou du commerce extérieur. Dans l'esprit de Nehru, cet objectif d'indépendance économique impliquait l'adoption d'une forme de gestion économique centralisée. À coups de plans quinquennaux rappelant le système soviétique, l'Inde orienta son industrie manufacturière et d'autres secteurs industriels, instaura des objectifs de production, et fixa les quantités de ressources qui circulaient dans tout le sous-continent. Une bonne partie des capitaux fut réorientée de l'agriculture vers l'industrie, transformant une nation autosuffisante sur le plan alimentaire en importatrice de produits agricoles, un phénomène exacerbé par une croissance démographique rapide.

Des tarifs douaniers élevés, un des principaux leviers

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ce sens. La grande usine d'enrichissement de Kahuta semble exclusivement consacrée à la fabrication d'armes nucléaires. Le Pakistan produit de l'uranium enrichi, le matériau idéal pour des bombes atomiques. Il n'a jamais manifesté le moindre besoin de stocker du plutonium ou de l'uranium enrichi.

Je comprenais l'argumentation de Rajiv Gandhi sur l'asymétrie morale entre l'Inde et le Pakistan en matière atomique.

J'envoyais un télégramme à Washington : « Si les États-Unis choisissent de placer l'Inde sur le même pied que le Pakistan, Gandhi affirme que toute amélioration des relations avec les États-Unis sera impossible. » J'ai persuadé le sous-secrétaire d'État Michael Armacost de faire revenir le Sénat américain sur une résolution qui traitait le nucléaire pakistanais et le nucléaire indien de façon identique, résolution que la commission avait initialement adoptée sur le conseil d'experts du département d'État.

Les positions de l'Inde et du Pakistan concernant la protection relèvent de philosophies différentes. C'est la puissance nucléaire de l'Inde qui inquiète le Pakistan.

À mon arrivée en Inde en 1985, l'Union soviétique occupait l'Afghanistan depuis six ans. Les pertes soviétiques ne cessaient de croître. Comme d'autres avant elle, l'URSS découvrait que s'imposer en Afghanistan n'était pas si simple et que, nonobstant leurs multiples différences et querelles tribales, tous les Afghans partageaient au moins un même refus d'être gouvernés par des étrangers. Au cours des trois années suivantes, Mikhaïl Gorbatchev, pressé de réformer son pays par la *glasnost* et la *perestroïka*, se montra plus enclin à retirer des troupes et à prendre part à un processus international visant la constitution d'un nouveau gouvernement.

Étant donné que les rebelles musulmans organisaient en Afghanistan une résistance armée contre l'Union soviétique, la CIA avait instauré des relations de travail étroites avec l'ISI, les services de renseignements pakistanais. L'ISI recevait tout l'argent, tandis que des conseillers des Forces spéciales américaines et l'ISI entraînaient des combattants sous la direction de la CIA.

Les armes et les fonds provenaient de plusieurs sources, dont les États-Unis, le Pakistan et l'Arabie saoudite. Après le retrait soviétique d'Afghanistan, ces anciens combattants bien entraînés formèrent à leur tour des recrues pour des mouvements extrémistes dans des pays comme l'Algérie, l'Égypte, l'Indonésie, le Liban, les Philippines, le Tadjikistan et le Yémen.

D'après le journaliste américain Steve Coll, le soutien des États-Unis à la guérilla afghane grimpa en flèche en 1985. Le directeur de la CIA, William Casey, voyait en cette guerre une occasion d'affaiblir l'Union soviétique. Après le voyage de Casey au Pakistan en octobre 1984, l'administration Reagan promulgua la Directive 166 portant décision en matière de sécurité nationale, qui visait à fournir aux rebelles afghans un savoir-faire et des technologies militaires, missiles antiaériens Stinger compris. Cette directive augmentait d'un cran les financements des services de renseignements initialement approuvés en 1980 par le président Carter, et autorisait l'accroissement de l'assistance militaire secrète aux moudjahidines.

Dans les années quatre-vingt, le Mossad a installé des sections dans le monde entier, et notamment dans les endroits où Israël pouvait manifester son aptitude à apporter un soutien aux objectifs américains en politique étrangère. Or, à l'époque, rien n'importait davantage que l'opposition à l'expansion soviétique

en Afghanistan.

L'appui israélien aux activités américaines au Pakistan a envenimé les relations entre l'Inde et les États-Unis à une période où elles auraient dû être florissantes. L'Inde incarnait en effet bien mieux que le Pakistan nos valeurs et priorités américaines de démocratie, de gouvernement laïque et d'instauration d'un équilibre des pouvoirs stable en Extrême-Orient.

La lettre de Rajiv Gandhi au président Reagan du 28 janvier 1987 explicite très clairement le point de vue de l'Inde sur l'Afghanistan et l'attitude de Gandhi à l'égard des États-Unis :

Notre position à l'égard de l'Afghanistan est, comme vous le savez, qu'il convient de laisser ce pays se tracer une voie indépendante, non-alignée, en dehors de toute intervention et toute interférence. J'ai répété cela au secrétaire général Gorbatchev. Je lui ai aussi communiqué l'essentiel de ce que vous m'aviez écrit. Le Secrétaire général m'a donné l'impression que l'Union soviétique souhaiterait retirer, dans un délai réaliste, ses troupes d'un Afghanistan qui serait à la fois non-aligné et non hostile envers l'Union soviétique. J'espère qu'un dénouement pacifique ne nous échappera pas plus longtemps. Indépendamment de toute autre considération, un règlement rapide serait dans l'intérêt de l'Inde.

Au fil des ans, le Mossad, l'agence de renseignements israélienne, a travaillé tantôt en liaison étroite avec le gouvernement américain, tantôt contre lui. Le Mossad a joué un rôle important dans l'accord entre l'Iran et les Contras, aussi connu sous le nom *d'Irangate*, ainsi que dans les entraves aux efforts pour réduire l'afflux d'héroïne et de cocaïne colombiennes aux États-Unis. D'après Israël Shahak, un rescapé du camp de concentration de Bergen-Belsen qui fut professeur de chimie à l'université hébraïque de Jérusalem, les Israéliens

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de l'Inde ; (b) une rencontre à New York entre le Premier ministre Gandhi et le ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Peres, pour faire contrepoids aux relations de l'Inde avec le chef de l'OLP Arafat ; (c) tout ce qui pouvait empêcher le Pakistan de devenir un État nucléaire. Le tout était enrobé dans une posture fortement pro indienne dans toute querelle entre l'Inde et le Pakistan lorsqu'ils abordaient ces questions avec Rajiv Gandhi et d'autres dirigeants indiens.

Ajoutez à cela le préjugé favorable envers les Israéliens de certains Indiens qui voyaient en Israël l'allié favori des États-Unis, et l'on se retrouve avec ces mêmes Indiens en train d'imaginer qu'en soutenant Israël, ils allaient se mettre dans les bonnes grâces des décideurs à Washington.

Je dois aussi reconnaître que mon expérience au Liban m'avait appris à me méfier des services secrets israéliens. J'ai raconté dans un autre chapitre comment le Mossad avait fourni les armes américaines qui étaient censées m'éliminer à Beyrouth, pour la simple raison que je m'étais conformé aux instructions du président des États-Unis de travailler aussi avec les Palestiniens. Cet épisode avait sans doute laissé des traces durables dans mon psychisme.

Or donc, me demandais-je, qui avait le plus à gagner à l'assassinat de Zia ? Et j'ai pensé en premier à Israël, parce que Zia était un musulman fondamentaliste conservateur, et que la détermination pakistanaise à se doter de la bombe atomique avait fait de Zia un adversaire d'Israël.

Comme ambassadeur des États-Unis en Inde durant la seconde moitié des années quatre-vingt, je désirais vraiment rapprocher nos deux pays. Pour moi, des échanges commerciaux accrus et, en particulier, une intensification de notre coopération en matière de hautes technologies était un moyen d'arriver à

cette fin. Pendant mes trois années de résidence en Inde, je suis retourné plusieurs fois à Washington pour des consultations. Chaque fois, j'ai profité de l'occasion pour rencontrer des immigrants indiens. Je les ai encouragés à jouer un rôle majeur dans le rapprochement entre leur pays d'adoption, les États-Unis, et leur pays d'origine, l'Inde. J'ai transmis ce message dans des villes de la côte Est comme de la côte Ouest, partout où d'importantes communautés d'immigrants indiens m'invitaient à m'exprimer. Cela plut à ces « nouveaux Américains », comme je l'avais moi-même été une cinquantaine d'années plus tôt, et ils passèrent aux travaux pratiques. Ils cherchèrent quels groupes de pression aux États-Unis disposaient d'assez d'appuis au sein du Congrès pour influencer sur la législation. Ils aboutirent vite à la conclusion que le lobby pro israélien et ses amis au Congrès, comme le député Solarz, étaient à la fois particulièrement puissants à Washington et favorablement disposés envers l'Inde. Peut-être crurent-ils aussi que, vu mon propre passé, j'approuverais cette stratégie.

Ces immigrants d'Inde, qui ont brillamment réussi aux États-Unis et qui forment, de tous les groupes d'immigrants, celui aux revenus les plus élevés, ont donc avec le temps instauré des liens étroits, voire une alliance, avec le bloc pro israélien au Congrès. De riches immigrants indiens allaient voir leurs députés ou sénateurs, surtout ceux qui étaient favorables à Israël, et leur apportaient un soutien financier. Cette alliance dure encore, plus de vingt ans après mon départ de New Delhi. Israël est maintenant devenu un important fournisseur de l'Inde en armements perfectionnés, dont des drones fabriqués en Israël sous licence américaine. En 2005, les exportations israéliennes d'armes en Inde ont représenté près de 2 milliards de dollars.

Ajoutons enfin à ces lobbyistes les fondamentalistes évangéliques américains, connus pour leurs sentiments pro

sionistes. Tous ces groupes sont d'énergiques défenseurs d'Israël au Congrès, indépendamment de l'identité du Premier ministre en Israël, ou d'ailleurs du Premier ministre en Inde.

Mon ami Robert Oakley avait été envoyé à Islamabad peu après le 17 août 1988 pour remplacer Arnold Raphel. Le 31 août, deux semaines après le décès de Zia, il me raconta son entretien du 29 août avec le nouveau chef d'état-major de l'armée pakistanaise, le général Beg. Celui-ci avait réaffirmé que « le Pakistan et l'Afghanistan ne font plus qu'un », deux nations mais un seul peuple. Oakley rapporta : « Le général Beg a nié l'importance de la recrudescence de l'intégrisme islamique et a dit qu'il n'y aurait pas de gouvernement fondamentaliste en Afghanistan. »

L'avis du général Beg coïncidait-il avec celui de l'administration américaine ? Beg expliqua à Oakley que l'Iran était « une autre réalité émergente », et que des relations plus étroites entre l'Iran et le Pakistan contribueraient à modérer l'intégrisme iranien. Beg attendait avec impatience un « consensus stratégique » entre le Pakistan, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie, y voyant un « grand dessein ». Aucun pacte formel ne serait nécessaire, mais ce consensus changerait, selon Beg, l'équation du pouvoir régional, tout en ouvrant aux États-Unis de nouvelles possibilités à l'égard de l'Inde, de l'Union soviétique et du Moyen-Orient. Oakley mettait judicieusement en doute certaines déclarations de Beg.

Lors du même entretien, les conseillers militaires d'Oakley pressèrent Beg de prendre une décision quant à l'acquisition du char M1. Les États-Unis voulaient témoigner leur soutien au Pakistan par des actes, et pas seulement en paroles. Acheter ce char enverrait un signal. Ma lecture du message est que Beg avait donné son aval à l'achat du char. L'attaché militaire

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

colonialisme à l'indépendance nationale en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, ou encore au Liban, à propos du conflit israélo-palestinien, et en Inde, dans la recherche d'un nouveau départ pour l'Afghanistan après le retrait des Soviétiques. Car en réalité, la guerre d'Afghanistan n'était-elle pas une confrontation militaire américano-soviétique dans le cadre de la Guerre froide ?

Aujourd'hui encore, j'ai tendance à penser que l'Amérique devrait consacrer davantage de ses ressources financières et de ses capacités à éviter l'option militaire, en recourant au maximum aux négociations et à la diplomatie. Notre but devrait être d'éviter les destructions, les souffrances et les morts qu'entraîne l'usage de la force. Cela ne signifie pas négliger nos effectifs militaires, mais cela suppose bel et bien de recourir d'abord à la diplomatie, pour ne faire appel à l'armée qu'en tout dernier recours.

Si, comme le prétendent certaines personnalités politiques, il nous faut vraiment un adversaire pour nous fédérer, pourquoi ne pas reprendre les idées formulées voici un siècle par le professeur George Santayana de Harvard, qui préconisait que nous cherchions à canaliser nos énergies pour travailler plutôt avec la nature et protéger l'environnement, par exemple en plantant des arbres ou en exploitant l'énergie hydraulique ? Les conceptions qui inspirèrent des organismes comme la *Works Progress Administration* ou le *Civilian Conservation Corps*, créés par Franklin D. Roosevelt dans les années trente, ne demeurent-elles pas valables ? Lutter contre la pauvreté ou contre les catastrophes naturelles peut constituer un défi aussi grand que n'importe quel conflit militaire. Pour notre pays et pour l'humanité, aider les victimes d'un tremblement de terre au Cachemire ne vaut-il pas mieux que de construire toujours plus de systèmes de défense antimissiles ? Et contre qui ? la Russie ?

la Chine ? Hélas, aux États-Unis, des groupes puissants et influents s'imaginent encore qu'il nous faut affronter la Fédération de Russie qui est née des ruines de l'Union soviétique. D'autres appellent à contrecarrer la marche de la Chine vers la modernité, de crainte que les Chinois n'en viennent à disputer à l'Amérique sa prééminence dans le monde. Les États-Unis doivent-ils vraiment se créer des ennemis pour exister ? J'espère que non.

On en revient toujours au même : se comporter de façon correcte au lieu de se limiter à énoncer de bonnes intentions. En mettant ma vie en jeu pour faire échouer un coup d'État au Laos, j'ai pu aider ce pays à conclure des négociations internes qui ont mis fin à vingt ans de guerre. En appliquant au Liban les instructions du président des États-Unis, je ne me suis pas fait que des amis au Proche-Orient, mais j'ai du moins contribué à ce que les Palestiniens soient considérés comme des interlocuteurs valables dans la recherche d'une solution pacifique au conflit israélo-palestinien.

Les diplomates restent les premiers défenseurs des intérêts de leur pays hors de ses frontières. C'est seulement en cas d'échec de la diplomatie que des solutions militaires devraient être envisagées. Avec les temps troublés qui s'annoncent, et au moment où notre pays atteint des records d'impopularité, les Américains et en particulier leurs dirigeants politiques devraient sérieusement se poser cette question cruciale : Est-ce que, oui ou non, montrer l'exemple en agissant de manière décente, conforme aux règles du droit et aux autres valeurs historiques de l'Amérique auxquelles nous prétendons adhérer, peut se révéler une stratégie plus fructueuse que de tenter d'imposer notre volonté par la force ou par des menaces de recours à la force ? Quelle ligne de conduite paraît la plus apte à servir les intérêts, le bien-être et le bonheur, non seulement du peuple américain,

mais aussi du reste du monde ?

Comparons l'objectif de domination mondiale poursuivi ces dernières années, sans succès notable, à celui d'inspirer de nouveau le monde par les valeurs fondatrices de la démocratie américaine et par leur mise en pratique effective. Recouvrer le respect et l'admiration de l'humanité par un comportement exemplaire constituerait assurément un objectif plus moral et plus noble pour un aussi grand pays et un aussi grand peuple. Un objectif dont tous les Américains pourraient être fiers.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

AVANT-PROPOS

TÉMOIGNAGES

INTRODUCTION

I. ALLEMAND DE NAISSANCE, CENT POUR CENT AMÉRICAIN

II. LA FORCE DU SAVOIR

III. TOURNANTS COLONIAUX

IV. BOURBIER

V. GUERRE – PAIX – PUTSCH – PAIX

VI. DU PARADIS TERRESTRE À L'ENFER

VII. LE DOULOUREUX CREUSET LIBANAIS

VIII. UN TIGRE ASIATIQUE

IX. LIAISONS FATALES

UN DERNIER MOT